



## **CTsD bilan de rentrée 10 décembre 2020**

Ce bilan de rentrée se tient dans un contexte bien particulier, morose, difficile, marqué par une crise à multiples facettes, à la fois sociale, sanitaire, économique et professionnelle.

En parlant de crise, celle qui se joue entre le ministre de l'éducation nationale et les personnels est irréversible. Rarement ministre aura connu un tel discrédit chez les professeurs et l'ensemble des agent-es de l'éducation nationale.

Cette crise se traduit également à l'échelon local. Ainsi, sans revenir sur l'épisode désastreux de vos courriers du mois dernier, nous nous interrogeons sur le dialogue social dans notre département. La plupart de nos interpellations et questions restent sans réponse.

Ce n'est pas acceptable. Si la loi de transformation de la Fonction publique a signé la disparition des CAP, notre rôle de représentant.e.s syndicaux et de représentant.e.s des personnels dans l'ensemble des autres instances, ne peut être balayé ni minoré.

Mise en œuvre du forfait mobilité durable, versement de l'ISAE pour les PE éducateurs en EREA, respect des procédures de dépôt d'alerte social et préavis de grève, exigences non réglementaires entravant l'exercice du droit syndical, organisation de la formation continue et des constellations, participation au comité départemental de l'école inclusive, problématique des collectifs anti-masques et parents virulents, erreurs administratives entraînant le prélèvement du jour de carence pour des personnels cas contacts Covid en isolement, état des lieux concernant les AESH et la mise en place des PIAL ainsi que les données relevant du bilan social maintes fois demandées depuis le 3 septembre... Cette liste à la Prévert est celle de nos demandes restées sans réponses depuis la rentrée.

Par ailleurs, le manque de soutien et l'absence de réponses aux fiches SST, qui sont pourtant des signaux d'alerte sur les risques psycho-sociaux, le comportement et les injonctions non réglementaires de certain.e.s IEN contribuent à dégrader les relations entre les "cadres" et les personnels de terrain et à creuser le fossé et la défiance. Oui, dans certaines situations particulières, l'institution est présente et accompagne les équipes. Pour autant, le sentiment généralisé de nos collègues est celui d'un manque de soutien, manque de reconnaissance, et d'un mépris de l'institution. A tous les échelons.

Début décembre, un récent sondage IPSOS pour notre fédération, la FSU, a montré que la confiance dans les organisations syndicales était importante chez les personnels. Améliorer le dialogue social est une nécessité. Si vous partagez réellement le souci d'œuvrer pour le bien des personnels, et, par ricochet, le bien de nos élèves, alors, Il n'est pas possible de continuer sur cette voie... Lors d'un groupe de travail académique le 2 décembre dernier, Mme la secrétaire générale du rectorat a affirmé qu'elle entendait les revendications sur la "problématique du dialogue social", et s'est engagée à l'améliorer,

puisque c'est là le moyen de (je cite) "travailler dans le même sens pour le service rendu aux personnels". Dont acte.

Si les inquiétudes des personnels sont palpables, leur ras-le-bol l'est tout autant. Et ça, les chiffres de ce bilan de rentrée n'en rendront pas compte.

Les conditions de travail de tous et toutes se sont considérablement dégradées : charge de travail augmentée, protocoles sanitaires peu protecteurs, injonctions contradictoires, manque d'anticipation, effectifs chargés, manque de remplaçant.e.s, formations imposées...Quelle que soit leur mission, qu'il s'agisse des "enseignant.e.s lambda" ou des enseignant.e.s référent.e.s, des enseignant.e.s du RASED ou des enseignant.e.s UPE2A, des directeur.rice.s d'écoles ou des AESH, les équipes sont épuisées, en souffrance, en colère. Et beaucoup d'entre eux vous l'ont fait savoir.

Si l'école tient encore c'est parce que les personnels font front et qu'ils et elles portent à bout de bras le service public d'éducation grâce à leur conscience professionnelle et à leur volonté de faire réussir tous les élèves.

Si la continuité du service public a pu être globalement assurée, c'est essentiellement dû à l'engagement professionnel et au sens de l'intérêt général des personnels, dans tous les métiers et à tous les niveaux. Cet engagement sans faille des agents publics démontre, s'il en était encore besoin, l'urgence de reconnaître à leur juste valeur leur travail et leurs qualifications par la revalorisation globale des rémunérations et des carrières.